

12 LE CHIFFRE

Il y aurait 12 millions de Roms en Europe, soit la plus grande minorité transnationale de ce territoire. Près de 1,85 million vivent en Roumanie, soit 8,63 % de la population. Ils sont 750 000 en Bulgarie et en Hongrie, 490 000 en Slovaquie. Dans les autres États de l'Union européenne, les Roms représentent moins de 2 % de la population. Ils sont 750 000 en Espagne, 175 000 en Grèce, 150 000 en Italie, 52 000 au Portugal et 15 000 en France. Le Conseil de l'Europe estime à 300 le nombre de Roms présents au Luxembourg mais aucun chiffre officiel n'existe en l'absence de statistiques ethniques.

VERBATIM

La discrimination sur base de l'origine ethnique ou de la race n'a pas sa place en Europe

(La commissaire européenne à la Justice, aux Droits fondamentaux et à la Citoyenneté, Viviane Reding, en pleine polémique sur les expulsions massives en France à l'été 2010.)

La France expulse toujours

L'opposition de gauche, qui s'étranglait devant les expulsions forcées des campements de Roms en 2010, n'a pas pour autant fait cesser les évacuations en arrivant au pouvoir. «Si nous notons une amélioration au niveau de l'approche et du discours par rapport aux années précédentes où les Roms étaient souvent stigmatisés par les autorités, la pratique des expulsions forcées se poursuit au même rythme alarmant», expliquait hier John Dalhuisen, directeur du programme Europe d'Amnesty International. D'après les associations, un pic d'expulsions a même été constaté au 3^e trimestre où près de 5 000 personnes ont été expulsées de leurs camps. «La plupart du temps, aucune solution de relogement n'est proposée aux populations», dénonce Marion Cadier, chercheuse pour Amnesty. «Il n'y a souvent aucune consultation, ni information des gens avant l'intervention des forces de l'ordre.»

Des boucs émissaires tout trouvés

La crise économique a accentué la stigmatisation des Roms en Europe selon le rapport de l'Association européenne pour la défense des droits de l'Homme.

L'AEDH a mené l'enquête aux quatre coins de l'Europe pendant plus d'un an, dans les pays d'origine des Roms comme dans ceux où ils espèrent construire une nouvelle vie. Verdict : déjà stigmatisés, les Roms sont encore plus montrés du doigt et rejetés du fait de la crise. Une menace pour la cohésion européenne.

De notre journaliste
Camille Leroux-Frati

Ce rapport recense des horreurs mais il pointe aussi les responsabilités : il ne suffit pas de le lire et de regretter ce qui s'y trouve», avertit Claude Weber, président de l'Action Luxembourg ouvert et solidaire (ALOS)-Ligue des droits de l'Homme (LDH), en présentant le rapport *Les Roms en Europe au XXI^e siècle : violences, exclusions, précarité* il y a dix jours à Luxembourg.

Certes, la Commission européenne «reconnait que les Roms souffrent de discrimination et a lancé un projet cadre pour les stratégies nationales d'intégration ayant pour objectif d'améliorer l'éducation, le logement, la santé et l'emploi des Roms», admet Philippe Goossens, auteur avec Erell Chardon du rapport et membre du bureau exécutif de l'AEDH. Mais ce cadre a «deux gros défauts : les moyens mis en œuvre et éventuellement les sanctions envers les États qui ne rempliraient pas leur engagement sont totalement absents, et le projet s'adresse seulement aux droits socioéconomiques sans prendre en compte l'ensemble des discriminations et des violences» subies par les Roms. Une lacune d'ailleurs critiquée par le commissaire des droits de l'Homme du Conseil de l'Europe.

«C'est un rapport éloquent, dramatiquement violent, avertit Philippe Goossens. La manière dont l'Europe traite les Roms est scandaleuse. Nous sommes face à une réelle catastrophe humanitaire, d'ailleurs Médecins du monde a mobilisé dans les campements d'Île-de-France des ressources équivalentes à celles déployées dans le Darfour.»

Les actes sont d'abord le fait des autorités politiques, des forces de l'ordre et des organismes d'État. «Dans énormément de pays ont lieu des expulsions violentes, des destructions de biens personnels, des privations de liberté, l'incitation au racisme, la stérilisation illégale de femmes ou encore la ségrégation de l'espace public, notamment dans les écoles.» Une tolérance qui «génère le racisme ordinaire antizigane». «On observe une montée parallèle de l'antizig-

ganisme et des extrémismes partout en Europe.» Les médias ont aussi leur part de responsabilité. Au final, les coupables de violences «sont rarement poursuivis» et les Roms portent peu plainte.

Une société rongée par les extrémismes

Conséquence de cette mise au ban de la société, les Roms voient également leurs droits économiques et sociaux bafoués. «La scolarisation est extrêmement difficile dans des conditions de précarité, lorsqu'on risque à tout moment de se faire expulser», explique Philippe Goossens. En France, seuls 400 enfants étaient inscrits à l'école en 2009 sur 2 500. Et beaucoup d'entre eux n'y allaient pas. «Et les Roms ont des problèmes de santé graves : leur moyenne d'âge est en général plus faible de 15 ans par rapport à la majorité de la population.»

L'AEDH adresse un avertissement aux États, qui ne respectent ni les traités ni les arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne les condamnant, mais aussi à la Commission européenne qui vérifie la transposition du droit européen dans les droits nationaux mais pas son application réelle. «La situation des Roms révèle la faiblesse de nos démocraties et la fragilité de la construction européenne», assène Philippe Goossens. Ils sont pour Claude Weber les coupables désignés de la crise, boucs émissaires providentiels d'une «société malade qui a besoin d'un groupe repoussoir» : juifs, musulmans, Arabes, noirs... «Et la crise économique, qui va encore durer longtemps, réveille les relents nationalistes. L'histoire européenne a déjà montré que les nationalismes racistes ont dégénéré en guerre en Europe», renchérit Philippe Goossens.

L'AEDH «revendique» donc que soit lancé un programme de formation sur l'histoire des Roms dans les écoles et une campagne de reconnaissance du génocide des Tziganes pendant la Seconde Guerre mondiale. «C'est important pour changer le regard» de notre société malade.

Rapport à télécharger sur le site www.aedh.eu



L'Association européenne des droits de l'Homme tire la sonnette d'alarme devant les conditions de vie des Roms entassés dans des camps de fortune comme ici à Massy en région parisienne.

Photo : philippe goossens

Le Luxembourg élude la question

Le sort des Roms ne fait plus débat malgré quelques sursauts.

Souvenez-vous, il y a 18 mois, des affichettes infâmes dans la rue montrant des portraits-robots... Cela n'a pas dérangé grand monde et personne n'en a parlé», se désole Claude Weber, président de l'ALOS-LDH. Signe d'un consentement implicite de la population face aux pires clichés attribués aux Roms. «Il y a eu des dérapages policiers, deux gamins enfermés à Schrassig dans des conditions pas claires. L'ORK (Ombudscomité pour les droits de l'enfant) est intervenu mais les jeunes ont été lâchés dans la nature.» Claude Weber dénonce un «double discours» au sein du gouvernement : «Il y a les infirmiers, ceux qui essaient d'atténuer les souffrances des Roms, et le gendarme qui tient un discours sévère et dit que la Serbie est un pays sûr.» Et de fustiger notamment le ministre de l'Immigration, Nicolas Schmit, qui n'hésite pas à parler de tourisme d'asile.

L'ASBL Chachipe, qui défend les droits des Roms en Europe, épingle aussi la volonté du gouvernement d'aider à l'intégration des Roms en finançant des pro-

jets sur place. «Je travaille sur ce sujet depuis une quinzaine d'années, j'ai appelé Mme Jacobs (ministre de la Coopération) pour lui expliquer que les projets n'allaient rien changer pour les gens», en vain. «Le climat politique était plus tendu lorsque Luc Frieden était à l'Immigration, il était très attaqué sur les expulsions dans le nord du Monténégro. Et puis Caritas a fait une étude sur le retour des expulsés. L'étude a été enterrée et le gouvernement a financé des projets de coopération qui ont été arrêtés parce qu'ils ne donnaient pas de résultats.» L'AEDH rejette aussi cette «politique de fixation» des Roms dans leur pays d'origine, soulignant la «corruption à un point inimaginable».

Karin Waringo dénonce aussi l'«hypocrisie» du Luxembourg et de la France concernant les personnes installées en Lorraine, qui mient au Luxembourg et en sont expulsées «sans procédure». «Lorsqu'il s'agit de répression, le Luxembourg et la France se concertent automatiquement...»

C. L.-F.



L'exposition *Peuple européen, peuple étranger - Le Luxembourg et les Roms* au printemps dernier du musée national de la Résistance à Esch-sur-Alzette a tenté de contrer la stigmatisation des Roms.

Photo : archives iq/fabrizio pizzolante



Photo : karin waringo

Les milliers de Roms qui vivaient dans ce bidonville de Belvil à Belgrade sont évacués depuis deux ans pour permettre la reconstruction d'un pont.

Bruxelles s'en lave les mains

Si la vice-présidente de la Commission européenne, Viviane Reding, n'avait pas manqué de fustiger les expulsions de Roms par la France à l'été 2010, «il est de plus en plus difficile de travailler avec Bruxelles», regrette Karin Waringo, présidente de l'ASBL Chachipe, qui défend les droits des Roms en Europe. «Nous avons obtenu que la Commission insère un chapitre sur les minorités et spécifiquement sur les Roms» dans les rapports de suivi des progrès des pays d'Europe de l'Est candidats à l'élargissement.

La Commission aux abonnés absents

Mais la pression a faibli. «Nous avons interrogé la Commission sur les droits des Roms dans les Balkans, notamment le retrait de leur passeport en Macédoine, pour savoir si cela était compatible avec l'acquis européen. La Commission a dit qu'elle n'était pas compétente pour en juger et qu'il fallait demander au Conseil de l'Europe. Le commissaire des droits de l'Homme de cette institution a pris position. Là, la Commission a dit qu'elle ne commentait pas... et elle a cessé toute communication avec nous et une vingtaine d'associations dans toute l'Europe.»

Indésirables ici comme là-bas

La politique européenne d'asile aggrave encore les conditions de vie des Roms dans les Balkans.

L'ASBL luxembourgeoise Chachipe – qui signifie «droits et justice» en langue romani – créée en 2009, défend les droits des Roms à travers l'Europe. Sa présidente, Karin Waringo, revient d'un voyage en Serbie et en Macédoine où les Roms sont encore plus stigmatisés qu'auparavant.

De notre journaliste
Camille Leroux-Frati

Karin Waringo sillonne les Balkans depuis une dizaine d'années, défendant en particulier les droits des Roms du Kosovo réfugiés dans les pays voisins à la fin des années 1990. Invitée par la fondation Rosa-Luxemburg à une table ronde à Belgrade, elle en a profité pour passer dix jours en Serbie et en Macédoine.

«C'était l'occasion d'aller voir les Roms dans les bidonvilles de Belvil dans la Nouvelle Belgrade, explique Karin Waringo. Des milliers de personnes dont beaucoup du Kosovo ont vécu là pendant dix ans. Mais le quartier est en voie de développement avec la reconstruction du pont Gazela financée par la BEI (Banque européenne d'investissement) et la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement). Maintenant les Roms dé-

rangent, donc ils ont été "invités" à quitter les lieux. Amnesty International évoque des évacuations assez violentes depuis trois ans.»

De fait, le camp n'est pas encore vide. Les familles restantes ne savent pas quand ni où elles seront relogées. «Une femme nous a dit qu'elle vivait comme dans un camp – en utilisant le mot qui signifie camp de concentration.» Karin Waringo n'a pu lui parler que «très brièvement»: «un gardien était là, il nous a dit que nous n'avions pas le droit de prendre des photos. Il devait être payé par la Ville pour appeler la police» en cas de visite. Karin Waringo a tout de même pris des photos depuis un pont surplombant le camp.

La présidente de Chachipe a ensuite été voir les familles relogées dans le quartier de Makis en périphérie de Belgrade. «La politique de la Ville est de reloger toutes les personnes inscrites à Belgrade dans des conteneurs, et d'inviter les autres à repartir vers le sud du pays dont elles sont originaires. J'ai vu des photos d'évacuation en plein été: les personnes étaient privées d'eau et les fonctionnaires de la Ville ne leur donnaient des bouteilles que si elles montaient dans les autobus.»

À Makis, les familles ont été re-

logées dans des conteneurs. «De l'extérieur, cela a l'air propre, mais la situation est en fait pire pour les gens.» Neuf personnes, trois générations d'une même famille, doivent tenir dans un conteneur de 8 à 10 m². «La famille que j'ai rencontrée regrettait Belvil car elle avait plus de chambres et chacun avait ses occupations la journée, là ils sont cantonnés à la passivité.» Une conversation encore une fois interrompue. «Un attroupement s'est rapidement formé devant le conteneur, les gens étaient extrêmement inquiets et disaient que si nous écrivions quelque chose de négatif sur leurs conditions de vie, ils allaient encore être chassés.»

La loi punit les demandeurs d'asile

Les Roms voient aussi les menus travaux qui les faisaient vivre disparaître. «Pour survivre, les hommes ramassent des vieux métaux, des bouteilles, des cartons pour les revendre à des entreprises de recyclage. Maintenant, c'est interdit et ils risquent une amende de 5 000 euros. Certains sont en prison pour n'avoir pas pu payer. Et à Belgrade, la rue principale a de nouvelles poubelles très moder-



Photo : karin waringo

La Macédoine est davantage préoccupée par sa reconstruction que par le sort des Roms du Kosovo réfugiés sur son sol depuis plus de dix ans.

nes qui sont souterraines. Un collègue m'a dit que c'était pour empêcher les Roms et les pauvres de chercher dans les poubelles.» Les marchés aux puces, sur lesquels les Roms proposaient leurs trouvailles, ont aussi été fermés et la revente interdite. «Les conditions de vie se détériorent de plus en plus.»

Karin Waringo est aussi retournée à Shuto Orizari, municipalité autonome de Skopje en Macédoine, «souvent célébrée comme la seule entièrement rom en Europe». Elle y connaît des réfugiés du Kosovo. «Sur 2 300 demandes d'asile, seules 25 ont été accordées. Ils n'ont rien et pas le droit de travailler.» L'administration leur refuse toute aide sociale «sans se justifier». Même le Haut Commissariat aux réfugiés a cessé de leur donner une aide. D'où le choix du départ vers l'Europe de l'Ouest. «Mais ils n'ont aucune chance, on leur dit qu'ils étaient en sécurité en Macédoine. Ce sont des nomades forcés.»

Et le retour est d'autant plus difficile pour ceux qui sont rapatriés de France, d'Allemagne ou du Luxembourg. Non seulement certains gardent le traumatisme d'une expulsion musclée, mais ils s'exposent en

plus aux représailles des autorités. «Le ministre des Affaires sociales et du Travail serbe dit ne pas comprendre pourquoi si peu de Roms se présentent au programme de réinsertion. Mais les rapatriés risquent d'être convoqués par les services de police qui leur demandent pourquoi ils ont demandé l'asile ailleurs. Ils risquent le tribunal et une amende de 85 à 430 euros. Et un projet de loi sur l'abus d'aide économique a été soumis au Parlement. Il prévoit des peines de prison.» Et les garde-frontières font déjà le nécessaire pour retenir les Roms qui souhaitent quitter le pays en exigeant un billet retour ou des fonds suffisants pour leur séjour à l'étranger.

Et la volonté de six pays européens, dont le Luxembourg, de réintroduire l'obligation de visas pour les ressortissants des Balkans notamment a de grandes chances d'aggraver encore la situation. «Des parlementaires serbes m'ont dit que le racisme se renforçait déjà actuellement et que si les visas étaient réintroduits, les Roms en paieraient le prix.» Karin Waringo soupire. «On est en train de retourner dans les années 1930.»



À Makis, les familles doivent s'entasser dans des conteneurs avec un seul point d'eau pour une centaine de personnes.



Photos : karin waringo

Les camps de Roms gênent l'extension de Belgrade.